



## Conseil économique et social

Distr. générale  
15 août 2012  
Français  
Original: anglais

---

### Commission économique pour l'Europe

#### Conférence des Parties à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels

##### Septième réunion

Stockholm, 14-16 novembre 2012

Point 15 de l'ordre du jour provisoire

##### Plan d'action au titre de la Convention

### **Recommandations des ateliers et séminaires tenus au cours de la période située entre les sixième et septième réunions de la Conférence des Parties**

#### **Note du Bureau**

##### *Résumé*

Au cours de la période qui s'est écoulée depuis la sixième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels (8-10 novembre 2010) se sont tenus trois ateliers ou séminaires régionaux conformément au plan de travail pour l'application de la Convention: un séminaire conjoint consacré à l'aménagement du territoire autour des sites industriels dangereux (novembre 2010); un atelier consacré au rapport coût-efficacité de la prévention des accidents graves (octobre 2011); et un séminaire organisé à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'accident survenu à l'usine Sandoz (novembre 2011).

Conformément au mandat que lui a confié la Conférence des Parties (ECE/CP.TEIA/22, par. 76 e) iii)) de rendre compte des résultats de ses activités, le Bureau a établi le présent document contenant les recommandations des trois ateliers et séminaires susmentionnés.

## Introduction

1. La Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels (Convention sur les accidents industriels) a servi de cadre pour l'organisation de trois activités, à savoir les séminaires ou ateliers ci-après, qui se sont tenus au cours de la période écoulée depuis la sixième réunion de la Conférence des Parties: un séminaire conjoint consacré à l'aménagement du territoire autour des sites industriels dangereux (La Haye, 11 et 12 novembre 2010); un atelier consacré au rapport coût-efficacité de la prévention des accidents graves (Varsovie, 12 octobre 2011); et un séminaire organisé à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'accident survenu à l'usine Sandoz (Bonn (Allemagne), 8 et 9 novembre 2011).

### **I. Séminaire conjoint consacré à l'aménagement du territoire autour des sites industriels dangereux**

2. Le séminaire conjoint consacré à l'aménagement du territoire autour des sites industriels dangereux s'est tenu à La Haye les 11 et 12 novembre 2010, soit juste après la sixième réunion de la Conférence des Parties (8-10 novembre 2010). Il était organisé conjointement par la Convention sur les accidents industriels et le Comité du logement et de l'aménagement du territoire de la Commission économique pour l'Europe (CEE). Cette collaboration a permis au séminaire, qui était accueilli par le Ministère néerlandais du logement, de l'aménagement du territoire et de l'environnement, d'offrir aux autorités et au secteur privé un espace unique d'échange de vues et de données d'expérience sur les questions d'aménagement du territoire et de sécurité industrielle.

3. Le séminaire avait pour objectif de faciliter le dialogue au niveau international afin d'établir une meilleure compréhension entre les parties prenantes chargées de la sécurité industrielle et de l'aménagement du territoire afin d'assurer la sécurité aux alentours d'importantes installations industrielles dangereuses. Il visait en particulier à:

a) Appeler l'attention sur les problèmes de sécurité que peuvent entraîner les nouveaux aménagements autour des grandes installations industrielles dangereuses et examiner le rôle de l'aménagement du territoire dans la prévention des risques;

b) Déterminer les priorités et les intérêts pour les autorités chargées de la sécurité, les spécialistes de l'aménagement du territoire, les exploitants des grandes installations industrielles dangereuses et les promoteurs immobiliers, ainsi que la façon dont ces priorités et ces intérêts sont liés à la prévention des risques;

c) Échanger des données d'expérience, des bonnes pratiques et des informations sur les difficultés en matière de coopération entre différents groupes de parties prenantes de pays de la CEE et examiner les différents instruments et politiques disponibles;

d) Recenser les possibilités et formuler des recommandations sur la meilleure façon d'améliorer la collaboration.

4. Le séminaire a notamment réuni des représentants des parties prenantes (autorités chargées de la sécurité et de l'aménagement du territoire, industriels et promoteurs immobiliers), qui ont exposé leurs points de vue et leurs priorités respectives. La discussion a été facilitée par une simulation interactive multimédia bien représentative de la réalité, qui a permis un libre échange d'informations et a fait ressortir les vues différentes et parfois même contradictoires des parties prenantes sur l'aménagement du territoire et la sécurité industrielle. Les participants au séminaire ont accueilli avec intérêt cette simulation, qu'ils

ont considérée comme une base solide pour mieux sensibiliser les autorités locales aux questions d'aménagement du territoire et de sécurité et les pousser à établir une bonne coopération et une bonne coordination dans le processus d'aménagement.

5. Les participants ont convenu du fait que les aspects liés à la sécurité n'étaient pas bien intégrés dans l'aménagement du territoire et que les principales parties prenantes ne coopéraient pas suffisamment, du fait d'une communication limitée et d'un accès restreint à l'information. Ils ont en outre souligné que la législation n'établissait pas de procédures transparentes.

6. Les participants ont formulé les conclusions et les recommandations de portée nationale et internationale suivantes:

a) *Recommandations de portée nationale:*

i) Pour garantir une coopération entre eux, les pays devraient envisager de mettre en place des procédures transparentes qui imposeraient aux parties concernées par la sécurité et l'aménagement du territoire de coopérer ou de communiquer à un stade précoce pour tous les projets. Une autre solution consisterait à adopter un protocole définissant les responsabilités des différents acteurs (qui fait quoi);

ii) L'efficacité de la coopération ne devrait pas être renforcée que par des procédures, mais aussi par l'organisation de réunions des organismes chargés de l'aménagement du territoire et de la sécurité aux niveaux national et local afin qu'ils apprennent à mieux se connaître et à se faire confiance;

iii) Pour faciliter l'accès à l'information, les systèmes d'information géographique devraient prendre en compte l'évaluation des risques associés aux sites industriels dangereux; on pourrait aussi créer des bases de données rassemblant les informations pertinentes;

iv) Les plans d'occupation des sols dans les zones situées près des sites industriels dangereux devraient pouvoir être examinés par les autorités chargées des questions de sécurité avant d'être approuvés;

b) *Recommandations de portée internationale:*

i) Les participants au séminaire ont reconnu l'utilité de la réunion à laquelle ils assistaient et ont recommandé l'organisation de réunions périodiques au niveau international pour examiner les questions difficiles en matière de sécurité et d'aménagement du territoire, réfléchir de manière concertée à d'autres scénarios de développement et ainsi trouver des solutions éventuelles et apprendre les uns des autres; ces réunions pourraient donner lieu à des jeux sérieux de simulation sur les aspects liés à l'aménagement du territoire et à la sécurité;

ii) Des spécialistes de la sécurité et des spécialistes de l'aménagement du territoire devraient conjointement définir pour l'aménagement du territoire et la sécurité des critères ou des normes prenant en compte les tendances à long terme; ces normes ou critères devraient en outre prendre en compte les différents niveaux de développement des différents pays;

iii) Il faudrait élaborer un document présentant les meilleures pratiques disponibles en matière de sécurité et d'aménagement du territoire et décrivant de manière simple et claire les risques pour la collectivité;

iv) La création d'une communauté consultative sur le Web pour débattre des situations difficiles pourrait être envisagée.

## II. Atelier consacré au rapport coût-efficacité de la prévention des accidents graves

7. L'atelier consacré au rapport coût-efficacité de la prévention des accidents graves s'est tenu le 12 octobre 2011 à Varsovie sous les auspices de la Conférence des Parties à la Convention sur les accidents industriels et du Comité des autorités compétentes en charge de la mise en œuvre de la Directive 96/82/CE du Conseil de l'Union européenne (Directive Seveso II)<sup>1</sup>.

8. L'atelier a offert aux autorités et au secteur privé un espace unique d'échange de vues et de données d'expérience sur les questions ayant trait au rapport coût-efficacité de la prévention des accidents graves. Il a été accueilli par l'Inspection générale pour la protection de l'environnement du Ministère polonais de l'environnement et le quartier général du Service national de lutte contre les incendies.

9. L'atelier avait pour objectif de faciliter le dialogue au niveau international afin d'examiner différents systèmes de prévention des accidents majeurs sur le plan des coûts, en particulier pour les pouvoirs publics, et de recenser des possibilités et des solutions éventuelles en matière d'optimisation des coûts. Il visait les objectifs plus précis suivants:

- a) Relever d'éventuelles dépenses inutiles dans la prévention des accidents graves;
- b) Engager une réflexion sur des solutions éventuelles en matière d'optimisation des coûts;
- c) Essayer de formuler des solutions concrètes pour influencer sur les futurs aménagements de façon à obtenir un meilleur rapport coût-efficacité.

10. L'atelier s'est déroulé en deux sessions. La session I a été axée sur l'évaluation du degré d'efficacité et de rationalité nécessaire pour prévenir les accidents graves. Les exposés ont montré les principaux risques susceptibles d'empêcher les exploitants d'installations dangereuses et les autorités compétentes d'agir de façon efficace et rationnelle dans le domaine de la prévention des accidents graves. Ils ont également fait ressortir les possibilités et les solutions éventuelles en matière d'optimisation des coûts ainsi que les conséquences d'une prévention inadéquate des accidents graves.

11. La session II a été axée sur les moyens d'obtenir un meilleur rapport coût-efficacité. Il en est ressorti les points suivants:

- a) L'évaluation des risques peut servir de base pour planifier et préparer des inspections à condition toutefois qu'une méthode claire soit appliquée pour définir des cotes de risque;
- b) Les assureurs et les autorités ne considérant pas les pertes dans la même perspective (pertes de biens d'un côté, pertes et préjudices environnementaux de l'autre), il faut pour renforcer le rôle des assurances dans la sécurité des processus (par exemple en liant l'évaluation des risques faite par les assureurs à celle qui est faite par les autorités) procéder à un examen minutieux et peut-être définir d'une base juridique adéquate;
- c) L'application d'une même norme de sécurité peut différer d'un pays à l'autre, ce qui rend difficile l'harmonisation des procédures;
- d) En dépit des différences existant entre les procédures, les pays appliquant les mêmes normes de sécurité devraient étudier plus avant la possibilité d'établir un

---

<sup>1</sup> Directive 96/82/CE du Conseil du 9 décembre 1996 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses.

mécanisme commun d'inspection. Un point de départ pourrait être la création, par deux pays voisins appliquant les mêmes normes de sécurité, d'une équipe conjointe d'inspecteurs chargée d'inspecter les entreprises opérant dans les deux pays (il est suggéré de procéder avec l'accord de ces entreprises);

e) La gestion des changements doit être assurée aussi bien par les industries que par les autorités pour éviter toute perte de savoirs, de compétences, de capacités, etc.;

f) Les inspections pluridisciplinaires peuvent être efficaces si les capacités d'une entreprise le permettent, mais ce pourrait ne pas être le cas pour les petites et moyennes entreprises;

g) Priorité devrait être donnée à l'évaluation sur le terrain (inspection) plutôt qu'à l'étude sur dossier (examen de rapports de sécurité). En outre, les rapports de sécurité devraient être établis d'une manière appropriée et aider les exploitants à gérer la sécurité. Des directives claires semblent toujours s'imposer sur ce à quoi devrait ressembler un rapport de sécurité «allant droit au but»;

h) Possibilité devrait être donnée aux exploitants de recourir, en matière de sécurité et d'évaluation des risques, aux outils et méthodes qu'ils maîtrisent le mieux.

12. Les participants à l'atelier en ont tiré les conclusions suivantes:

a) Il existe des moyens d'améliorer l'efficacité, y compris le rapport coût-efficacité, de la prévention des accidents graves;

b) Ces moyens doivent être minutieusement évalués par les autorités compétentes des pays pour que la mise en œuvre d'une solution éventuelle produise les résultats escomptés;

c) Si la demande est confirmée, la mise au point de certaines solutions devrait se faire au niveau international (élaboration de lignes directrices pour les inspections conjointes, guide sur la gestion des changements, guide méthodologique sur l'évaluation des risques, étude sur l'intégration des assurances dans les systèmes d'assurance sécurité, simplification des obligations en matière de présentation de rapports incombant tant aux autorités compétentes qu'aux exploitants d'installations dangereuses, etc.);

d) L'efficacité, y compris le rapport coût-efficacité, n'est pas liée qu'à l'évaluation de la sécurité sur le terrain ou sur dossier. Les moyens d'améliorer l'efficacité résident dans d'autres éléments de gestion de la sécurité, tels que l'aménagement du territoire, et ces moyens devraient être étudiés plus avant.

### **III. Séminaire organisé à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'accident survenu à l'usine Sandoz**

13. Le séminaire organisé à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'accident survenu à l'usine Sandoz s'est tenu les 8 et 9 novembre 2011 à Bonn (Allemagne), sous la conduite du Gouvernement allemand et avec l'appui des secrétariats de la Convention sur les accidents industriels et de la Convention de la CEE sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (Convention sur l'eau).

14. Le séminaire visait les objectifs suivants:

a) Examiner les travaux menés à bien et les progrès réalisés en matière de prévention de la pollution accidentelle de l'eau dans la région de la CEE;

b) Déterminer les insuffisances actuelles de la prévention de la pollution de l'eau par des substances chimiques et formuler les actions à mener pour y remédier;

c) Examiner les résultats qui devaient être présentés par le Groupe mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels quant à la méthode à utiliser pour harmoniser la planification d'urgence en cas d'accidents pouvant avoir des effets sur les cours d'eau transfrontières.

15. Les participants au séminaire ont convenu des conclusions et des recommandations exposées ci-dessous.

16. *Défi n° 1. Les risques liés aux transports maritimes:*

a) *Conclusion:* vingt-cinq ans après l'accident survenu à l'usine Sandoz, le transport de marchandises dangereuses par bateau comme par d'autres moyens de transport (rail, pipelines, route) présente en cas d'accident un risque potentiel de pollution de l'eau plus élevé que ne l'est celui des grandes installations industrielles fixes. Il faudrait donc réaliser une étude pour proposer des solutions de politique générale ou de gouvernance permettant de réduire ce risque potentiel;

b) *Recommandation:* le Groupe mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels devrait être chargé par les Bureaux des Conventions sur les accidents industriels et sur l'eau, en collaboration avec la Section du transport des marchandises dangereuses de la Division des transports de la CEE, de réaliser l'étude susmentionnée et de préparer un ensemble de recommandations.

17. *Défi n° 2. La définition de la pollution et des nouvelles sources de risque:*

a) *Conclusion:* l'accident survenu à l'usine Sandoz a été suivi d'un certain nombre d'accidents dans des installations industrielles fixes ne relevant ni du champ d'application de la Convention de la CEE sur les accidents industriels ni du champ d'application de la Directive Seveso de l'Union européenne, telles que des installations de gestion des résidus, alors que de telles installations sont porteuses d'un risque de pollution élevé pour les cours d'eau. En outre, les micropolluants, à savoir les nouvelles substances et les substances inconnues, en particulier les produits pharmaceutiques et les nanoparticules, constituent de nouvelles sources de risque pouvant entraver le maintien en bon état des eaux transfrontières; ces deux questions doivent être examinées;

b) *Recommandation:* le Bureau de la Convention sur les accidents industriels devrait engager une réflexion sur les installations de gestion des résidus, en particulier sur la façon d'y renforcer la prévention des accidents. Une solution pourrait consister à inclure expressément ces installations dans le champ d'application de la Convention en modifiant l'instrument en conséquence. Il faudrait aussi envisager d'élaborer une liste de points à vérifier au sujet de ces installations. Concernant les nouvelles sources de risque, telles que les micropolluants, il a été suggéré que le Groupe de travail de la gestion intégrée des ressources en eau relevant de la Convention sur l'eau intègre dans la mesure du possible cette question dans ses travaux futurs.

18. *Défi n° 3. Les technologies de communication et l'information du public:*

a) *Conclusion:* l'expérience récente a montré que la communication en cas d'accident restait un défi, d'une part, à cause des problèmes de communication résultant de l'incompatibilité des systèmes employés par les différents organismes (aspects techniques de la communication) et, d'autre part, du fait que, dans certains cas, les outils existants n'étaient pas utilisés correctement ou que l'information n'était pas correctement communiquée pour des raisons de méfiance (aspects humains de la communication). Il s'ensuit que des efforts devraient être déployés pour améliorer la compatibilité des systèmes et créer un climat de confiance entre les différentes parties prenantes de ce contexte transfrontière, dont le public, en vue de garantir une communication efficace entre elles;

b) *Recommandation:* la Conférence des Parties à la Convention sur les accidents industriels et la Réunion des Parties à la Convention sur l'eau devraient favoriser l'échange de données d'expérience et de bonnes pratiques entre les Parties et promouvoir l'organisation continue de formations et l'élaboration constante de modules d'autoformation visant à améliorer la communication en cas d'accident et à créer un climat de confiance et de compréhension entre les différentes parties prenantes dans le contexte transfrontière.

19. *Défi n° 4. Les dangers de l'inaction lorsqu'il s'agit d'assurer la prévention et de maintenir un degré élevé de sécurité:*

a) *Conclusion:* le fait d'avoir atteint un degré relativement élevé de sécurité peut donner l'impression que les risques sont maîtrisés et qu'il n'y a plus d'efforts conséquents à déployer dans ce domaine. Une telle impression – un tel excès d'optimisme – pourrait conduire à une baisse du degré de sécurité et donc entraîner des accidents. Il a en outre été noté que, du fait de cet excès d'optimisme, le niveau des connaissances chutait et les compétences n'étaient pas transmises d'une génération à la suivante. Ces problèmes doivent donc être réglés. En outre, il est survenu ces dernières années davantage d'incidents dans les centres de traitement que dans les centres de stockage des installations industrielles. Cela est peut-être dû au fait qu'après l'accident survenu à l'usine Sandoz, l'attention s'est essentiellement portée sur les centres de stockage, où le risque potentiel est plus important et pour lesquels a été élaboré et mis en œuvre un ensemble de mesures de prévention. Il s'agirait maintenant d'élaborer et de mettre en œuvre un tel ensemble de mesures pour les centres de traitement;

b) *Recommandation:* la Conférence des Parties à la Convention sur les accidents industriels et la Réunion des Parties à la Convention sur l'eau devraient encourager la réalisation de campagnes de sensibilisation visant à lutter contre l'excès d'optimisme et à promouvoir la transmission du savoir d'une génération de spécialistes de la sécurité à la suivante. Le Groupe mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels devrait être chargé par les Bureaux des Conventions sur les accidents industriels et sur l'eau d'élaborer pour les centres de traitement un ensemble de mesures de prévention axées en particulier sur le traitement de l'eau utilisée pour éteindre les incendies dans ces centres.

20. *Défi n° 5. Inventaires fiables et à jour des sources de risque:*

a) *Conclusion:* il reste apparemment très difficile de recourir à des inventaires des activités porteuses de risques pour les eaux et de procéder à des échanges d'inventaires entre les pays. Il faudrait par conséquent aider les pays à mettre au point des outils permettant l'échange d'inventaires contenant des informations fiables et à jour;

b) *Recommandation:* le Groupe mixte d'experts devrait être chargé par les Bureaux des Conventions sur les accidents industriels et sur l'eau d'étudier les moyens de garantir la disponibilité d'inventaires à jour et leur échange continu et il devrait aussi proposer des solutions dans ce domaine.

21. *Défi n° 6. L'application des procédures et des normes de sécurité, les capacités humaines et techniques:*

a) *Conclusion:* les mesures de prévention, de préparation et d'intervention en matière d'accidents industriels, en particulier de ceux qui touchent les eaux, ne peuvent être efficaces que si des politiques adéquates sont appliquées et s'il y a également un nombre suffisant d'experts compétents et l'équipement requis pour mettre en œuvre et faire appliquer ces politiques. Des activités de sensibilisation visant en particulier les décideurs et le public devraient par conséquent être continuellement entreprises pour assurer l'affectation des ressources budgétaires nécessaires et l'adhésion de la population, notamment en ce qui concerne les stations de surveillance communes. Les experts devraient

promouvoir leurs travaux, en particulier auprès des décideurs, pour montrer la façon dont on peut éviter que nombre d'incidents mineurs ne se transforment en accidents graves. En ce qui concerne le renforcement des compétences de ces experts, il faudrait encourager les échanges de données d'expérience, de connaissances et de bonnes pratiques, qui devraient se faire entre les diverses générations d'experts. Les connaissances et les compétences devraient en outre être transmises aux pays en transition, ce pour quoi il faudrait encourager les inspections conjointes;

b) *Recommandation*: la Conférence des Parties à la Convention sur les accidents industriels et la Réunion des Parties à la Convention sur l'eau devraient encourager et promouvoir les activités de sensibilisation visant à garantir l'affectation des ressources budgétaires nécessaires à la prévention, la préparation et l'intervention en matière de pollution accidentelle de l'eau. Les organes directeurs devraient également promouvoir les activités axées sur l'échange de données d'expérience, de pratiques et de connaissances.

22. Les participants au séminaire ont demandé que leurs conclusions et leurs recommandations soient soumises aux organes concernés des Conventions sur les accidents industriels et sur l'eau pour décisions à prendre et suite à donner.

---